

ANARCHIE & DOUBLE POUVOIR : Possibilité ou Illusion ?



**Quelques notes critiques sur le
développement du Mouvement Anarchiste
avec Matt Crossin**

Traduction & Publication Résistance 71

Version PDF de JBL1960

Décembre 2022

AVANT - PROPOS

Très bonne analyse ancrée dans la réalité des luttes quotidiennes dans le monde et les fondements essentiels du cœur de l'anarchie qui est un mode de vie ne l'oublions jamais et qui donc organise naturellement horizontalement la vie sociale pour nous mener à la société des sociétés des associations libres émancipées.

En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas qu'il y ait opposition, antagonisme entre les deux visions anarchistes présentées ici par Crossin, mais complémentarité. Le succès de la société des sociétés à venir tiendra des deux et surtout dans ses APPLICATIONS PRATIQUES dans la vie quotidienne, c'est à dire qu'il faudra AGIR en plus de réfléchir et de discuter... La société émancipée à venir sera un nouveau MODE DE VIE, il est important de bien le comprendre et celui-ci emportera le vieux monde sur son passage, ce vieux monde qui n'en finit pas de mourir et qui crée des monstres dans son agonie pour paraphraser Gramsci.

À lire et diffuser sans aucune modération.



~ Résistance 71 ~

Notes critiques sur les développements au sein du mouvement anarchiste

Matt Crossin - Août 2022

Traduit de l'anglais par Résistance 71 - Décembre 2022

PREMIÈRE PARTIE

Les anarchistes et le double pouvoir : situation ou stratégie ?

Un étrange développement s'est produit, qui a mené à une théorie anarchiste devenant de plus en plus associée à une tactique appelée "la construction du double pouvoir". ***Les aficionados de cette tactique pensent que les anarchistes, étant opposés aux patrons et aux gouvernements, devraient comme principale stratégie, créer des institutions parallèles autogérées, comme des coopératives de travailleurs, des assemblées de communauté, des groupes d'entraide etc... L'argument est qu'alors que ces groupes prolifèrent, ils vont constituer une forme de pouvoir populaire qui va non seulement fournir une vision attractive d'un autre monde, mais aussi laisser les capitalistes sans travailleurs et l'État obsolète et inutile.***

Bien que le terme de "double pouvoir" pour se référer à de telles tactiques apparaît sporadiquement dans les années 90 (dans le matériel pédagogique du groupe Rage et Amour par exemple), il n'est cependant pas clair quant à savoir comment exactement l'association est devenue si largement popularisée ces dernières années. Ce qui est clair en revanche, est que cette conception de double pouvoir n'a rien en commun avec son utilisation originelle, inventée par Lénine, comme moyen de décrire *une condition au potentiel révolutionnaire*.

Le double pouvoir n'était pas une stratégie pour parvenir à de telles circonstances (sans parler du socialisme). Cela décrivait une situation existant réellement dans laquelle des organes du pouvoir des travailleurs

(Soviets/Assemblées, Comités d'usines, Milices etc...), formés au travers de la lutte de classe, peuvent rassembler et coordonner des ressources et la légitimité populaire, pouvant rivaliser et même surpasser ceux de l'État. De telles conditions placèrent les ouvriers en position d'exproprier la classe capitaliste et de renverser l'État. Plus tard, au cours de la révolution sociale espagnole, des Comités et des Collectifs similaires, ayant le même potentiel révolutionnaire, émergèrent au sein de l'insurrection antifasciste, pour se retrouver assis de manière assez inconfortable aux côtés du Gouvernement Républicain s'étant graduellement reconstitué. Dans les deux cas, deux demandes rivales de pouvoir coexistèrent : l'une bourgeoise et l'autre prolétaire. En aucun cas le double pouvoir se réfère-t-il à l'emploi d'une stratégie ; certainement pas une fondée sur le démarrage de lieux de travail coopératifs, de jardins communautaires ou de groupes d'entraide comme "Nourriture pas des bombes", quel que soit le mérite de ces projets respectifs.



Le véritable double pouvoir est instable de manière inhérente, il représente une menace active au pouvoir des gouvernements et des capitalistes. À la fois dans le cas russe et le cas espagnol, les circonstances du double pouvoir se terminèrent en une inévitable confrontation. En Russie, le gouvernement provisoire fut renversé en faveur d'un gouvernement bolchévique de plus en plus autoritaire (légitimé au départ sous le slogan de "tout le pouvoir aux Soviets", c'est à dire tout le pouvoir aux Assemblées). En Espagne, les Comités Révolutionnaires ayant échoué à vaincre l'État au-delà de toute réparation possible, ou de socialiser la production, furent soumis par le Front Populaire et éventuellement furent écrasés par la coalition stalino-libérale au sein du gouvernement républicain qu'ils aidèrent à raviver.

Loin de représenter la politique du classique anarchisme de masse (parfois étiqueté comme anarchisme de "lutte de classe"), les nouveaux aficionados du double pouvoir comme stratégie sont, en réalité, en train de raviver la vieille tradition "utopique" non-confrontationnelle du socialisme non-révolutionnaire. C'est, au mieux, la politique proto-anarchiste de Pierre Joseph Proudhon plutôt que l'anarchisme d'Errico Malatesta, Michel Bakounine ou des organisations ouvrières anarchistes révolutionnaires qui se développèrent de l'aile fédéraliste de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT).

Comme Proudhon, et contrairement à la vision anarchiste révolutionnaire, les soutiens du double pouvoir argumentent qu'ils

peuvent améliorer notre position sous le capitalisme et parvenir au final à l'anarchie, en rassemblant nos ressources et en les gérant de manière autonome et coopérative. En pratique, cela voudrait dire que ceux d'entre nous qui sont le mieux lotis fourniraient aux moins bien lotis, une forme de service souvent amalgamée avec le concept d'entraide. Ce qui mènerait à des entreprises entrant en concurrence avec des entreprises traditionnelles sur le marché.

Historiquement, cette stratégie a été perdante pour des raisons parfaitement bien comprises et articulées par les anarchistes et les marxistes. En tant que travailleurs, nous n'avons quasiment rien à partager entre nous. Dans le même temps, les capitalistes ont tout. Ils seront toujours capables de gagner la lutte concurrentielle et annihiler le secteur coopératif. La logique du marché mettra toujours la pression sur les travailleurs-propriétaires de ces coopératives, c'est à dire une propriété privée gérée de manière coopérative sous la forme d'entreprises, ce qui empirera leurs conditions, forcera à baisser leurs propres salaires, à réduire la qualité de leurs produits et d'augmenter le prix de vente à la seule fin de pouvoir survivre.



Survivre tout en maintenant l'esprit du projet coopératif est en soi une lutte.

Pousser les entreprises capitalistes à la faillite, s'appropriier leurs ressources, placer leurs biens et propriétés sous un plus vaste contrôle social et voir l'État disparaître dans le processus, n'est que pure fantasmagorie.

Les avocats du double pouvoir évitent toute la question de savoir à quoi ressemble la victoire. Même si la stratégie du double pouvoir pouvait aboutir à la situation d'un véritable double pouvoir (comme édicté par Lénine), ***notre but en tant qu'anarchistes est d'ÉLIMINER l'État et le capital, de ne pas exister "en dehors" ou "en parallèle" en tant que "second pouvoir". Clairement, à un moment donné, nous devons exproprier le capital et ceci impliquera nécessairement une réponse de l'État, qui à la fois dépend de et reproduit la société de classe.***

Et pourtant le contre-pouvoir, pouvoir au sein des entreprises capitalistes traditionnelles, contre les patrons et les gouvernements, capable de saisir

le contrôle sur la vie économique de la société, la mettant au service des besoins humains, et défendant avec force cette transformation des relations sociales, est rarement mentionné par les champions du double pouvoir. Il y a ici aussi une faiblesse fondamentale dans la vision de réforme du double pouvoir, car il en est de notre position structurelle au sein des entreprises capitalistes (qui ont besoin de notre travail), qui nous permet de faire levier sur les patrons et les gouvernements qui les servent.

Les anarchistes devraient garder présent à l'esprit les mots de Pierre Kropotkine à ce sujet et son avertissement aux travailleurs qui refusent d'abandonner de telles tactiques de lutte révolutionnaire :

“Travaillez pour nous pauvres créatures, qui pensez que vous pouvez améliorer votre sort par les coopératives sans oser toucher en même temps à la propriété, à l'impôt et à l'État ! Maintenez-les en place et demeurez leurs esclaves !”

~ Kropotkin, P. 1914. “Science moderne et anarchie” ~

Anarchistes et néo-anarchistes : horizontalisme et espaces autonomes

Il n'est pas rare, surtout en Amérique du Nord, de voir l'anarchisme défini comme une idéologie enracinée dans la “démocratie directe”, la prise de décision par consensus et la maintenance de relations sociales “horizontales” (c'est à dire non-hiérarchiques), particulièrement dans des Zones Autonomes ou les Espaces Publics.

Cette idée de l'anarchisme est inhabituelle en ce qu'elle place au centre de sa définition, une adhérence à des formes spécifiques de procédure et de comportement interpersonnels tout en minimisant les buts politiques qu'un mouvement “horizontal” devrait essayer d'établir. De ce point de vue, se réapproprier les espaces publics comme opportunité d'y tenir des assemblées publiques non-hiérarchiques, où nous pouvons décider par consensus est, en soi, “anarchiste”, quel que soit le résultat d'un tel processus.

Ceci n'a pas grand-chose à voir avec la tradition classique de masse anarchiste et sa politique de socialisme révolutionnaire. C'est au lieu de ça, une approche qui est le mieux décrite comme tombant sous la



“Nous avons su instaurer un dialogue respectueux et républicain, sans précédent dans une démocratie”

E. Macron / Voeux 2019

bannière du “néo-anarchisme”, qui est une conception moderne de l’anarchisme largement informé par les Mouvements féministe et pacifiste des années 70, le Mouvement Environnementaliste Vert des années 80, le Mouvement Alter Mondialisation des années 90 et de la révolte argentine de 2001, qui a inventé le terme “horizontalisme” ou “horizontalidad”, pour décrire le rejet par le mouvement de la démocratie représentative, l’utilisation des Assemblées Générales pour coordonner les activités et la conversion d’usines abandonnées ou en banqueroute en des entreprises coopératives.

Prenez par exemple, l’insistance des néo-anarchistes pour l’utilisation du consensus dans la prise de décision. Bien que le consensus (ou “l’unanimité” comme c’était typiquement appelé), était parfois une caractéristique des organisations politiques anarchistes et souvent vu comme un idéal pour travailler via une

discussion entre camarades, ce ne fut jamais un composant fondamental du mouvement anarchiste.

Les anarchistes ont généralement été d’accord pour dire que la forme appropriée de prise de décision dépend des circonstances et ont fréquemment endossé des variations sur le vote majoritaire, particulièrement dans les organisations de masse fondées sur des communautés autre que des affinités idéologiques, comme les syndicats.

Le point de focus des anarchistes n’a généralement pas été la forme du processus

de prise de décision, mais plutôt les principes des associations libres et de la solidarité. De plus, bien que les anarchistes aient toujours insisté sur le “droit de la minorité d’être libre de la coercition de la majorité”, il est même plus important que la grande majorité soit libre de la règle minoritaire ou du sabotage. Comme l’écrivit Malatesta dans son essai “Entre paysans : un dialogue sur l’anarchie”.

“Tout est fait pour atteindre l’unanimité et quand c’est impossible, le vote désignerait une majorité ou alors la décision résiderait en une tierce partie, qui agirait comme arbitre en la matière, respectant l’inviolabilité des principes d’égalité et de justice sur lesquels sont basée la société. En réponse à la préoccupation du sabotage de la minorité, une telle situation rendrait nécessaire une action de force, parce que s’il est injuste que la majorité opprime la minorité et il est tout aussi injuste que l’opposé ne se produise. Et tout autant que la minorité a le droit à l’insurrection, la majorité a aussi le droit de se défendre.”



Quant aux “Zones Autonomes” et la tactique de se réappropriier les espaces publics (comme vu lors du mouvement Occupy Wall Street), nous n’avons ici aucune connexion avec l’anarchisme en tant que tradition révolutionnaire et un exemple de tactique qui a montré de manière répétitive son incapacité à extraire des réformes significatives, sans parler de révolutionner la production et de détruire l’État.

Les limites fondamentales de “l’Occupation Publique” ou des “Zones Autonomes” et les défaites qui ont résulté de ces limites, ont mené quelques anciens promoteurs de la stratégie à faire une transition notable du Néo-anarchisme à la politique parlementaire. Bien qu’inexplicable aux observateurs extérieurs, le changement est facilement compris quand on considère la vision singulière du Néo-anarchisme sur la “démocratie directe” ou “les espaces horizontalement organisés” comme la caractéristique affirmée de l’anarchisme et non pas celle d’une théorie et pratique révolutionnaires libertaires contre l’État et le capital.

Si on accepte l'idée de l'anarchisme comme proposé par les Néo-anarchistes, il n'y a pas de contradiction fondamentale entre anarchisme et implication dans la politique parlementaire (!!!). Si le parti politique est un parti de démocratie directe, composé de mouvements sociaux et investi dans les relations interpersonnelles horizontales, quelle différence cela fait-il si la décision prise (idéalement par consensus) est pour faire campagne pour des candidats politiques, voire même administrer l'État ?



Nous avons vu cela avec le soi-disant “Mouvement des Places” en Europe. Les activistes qui prirent part au Mouvement 15M ou des “Indignés”/“Los Indignados” en Espagne ont fini par abandonner leur notion des politiciens au slogan du “Ils ne nous représentent pas !” Avec la formation du parti politique Podemos et autres multiples partis politiques “municipalistes”.

Une trajectoire similaire fut suivie par l'anthropologue anarchiste David Graeber vers la fin de sa vie. Graeber, une figure du mouvement Occupy Wall Street et avant ça, un participant au mouvement altermondialiste, ne vit apparemment aucune contradiction entre son (Néo)anarchisme et ses efforts de rejoindre le parti travailliste britannique en soutien de Jeremy Corbyn.

Graeber fut particulièrement enthousiaste avec l'organisation affiliée au Parti Travailleuse Momentum ; une excroissance de la campagne de leadership de Corbyn, qui, argumentait-il constituait une tentative unique de fusionner le Mouvement Radical avec un parti parlementaire.

Plus récemment, nous avons été les témoins de l'absurdité du "socialiste libertaire" autoproclamé Gabriel Boric vantant son association avec le Mouvement étudiant radical chilien et accédant à la présidence suite à un soulèvement populaire militant.

Les dégâts causés par ces supposées "tentatives uniques" de traduire l'horizontalisme du Néo-anarchisme en une forme de parti politique, qui en réalité ne diffère pas grandement de l'approche

historique offerte par les marxistes en alternative à l'anarchisme, ont été bien documentés par ailleurs et il ne convient pas ici d'en faire une revue de détail. Il va sans dire qu'à chaque fois, il y eut bureaucratisation, accommodation des nécessités d'administrer l'État capitaliste (ou juste de faire campagne pour l'administrer) et il n'y a eu aucun gain de pouvoir des travailleurs contre les patrons.

La réalité est qu'on ne peut pas se préfigurer l'anarchie et le communisme au travers de la "démocratie directe" et des "espaces d'autonomie". L'anarchisme demande un mouvement anarchiste spécifique et surtout... une pratique anarchiste. Bien que nous puissions sans aucun doute nous organiser depuis la base au sein d'une structure fédéraliste consistante, nous ne pouvons pas faire vivre notre idéal de "vivre en anarchie" ou notre relation les uns aux autres le plus "horizontalement" possible. De la même manière, le contenu de l'anarchisme ne peut pas se limiter à la structure de notre mouvement, son contenu de lutte de classe doit être maintenu.

Pour citer Luigi Fabbri :

"Si l'anarchisme n'était qu'une éthique individuelle, à être cultivée pour soi-même et en même temps être adapté dans les actions de la vie matérielle et des mouvements en contradiction avec lui, nous pourrions nous appeler anarchistes et appartenir aux partis les plus divers et beaucoup pourraient aussi être appelés anarchistes, qui bien qu'ils soient spirituellement et intellectuellement émancipés, sont et demeurent, en base pratique, nos ennemis. Mais l'anarchisme est différent... Il est prolétarien et révolutionnaire, une participation active au mouvement pour l'émancipation humaine avec des principes et des buts égalitaires et libertaires dans le même temps. La partie la plus importante de son



programme n'est pas seulement le rêve que nous voulons devenir réalité d'une société sans patrons et sans gouvernements, mais avant tout la conception anarchiste de la révolution, de la révolution contre l'État et non pas à travers l'État..."

Anarchistes et insurrection : Organisation, lutte de classe et émeutes

La période "classique" de l'anarchisme, qui peut être définie comme allant de la fondation de l'Internationale Anarchiste de St Imier (**NdT** : créée par Michel Bakounine après l'expulsion des anarchistes de la 1^{ère} Internationale Ouvrière suivant un plan fomenté par Marx et Engels qui prirent alors le contrôle de l'Internationale...) en 1872, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale en 1945. Il y eut deux courants significatifs, l'anarchisme social ou "de masse", représenté par l'anarcho-syndicalisme (la formation de Fédérations Syndicales Anarchistes) et l'organisation dans la dualité (formation d'organisations anarchistes spécifiques intervenant dans les luttes de masse), ce mouvement fut dominant et prend sa source au Congrès de St Imier, l'aile libertaire de la 1^{ère} Internationale et autres précurseurs fédéralistes au sein du mouvement des travailleurs.

Opposé à celui-ci fut un courant minoritaire d'anarchisme insurrectionnel, qui voyait le mouvement des travailleurs en développement comme réformiste (avec des réformes à la valeur douteuse), opposé aux organisations formelles comme étant inconsistantes avec l'anarchie et se limitant à des tactiques dont l'intention était de provoquer une insurrection généralisée : attaques armées contre l'État et la propriété privée ou étatique, assassinats de patrons et de politiciens etc...

L'anarchisme insurrectionnel a trouvé un nouvel élan avec le déclin du Mouvement des Travailleurs à la fin des années 1970. Les formes radicales furent réprimées. Les Syndicats gérés par des bureaucraties professionnelles et dévolus à la stabilité du système capitaliste (incluant bien sûr leur position bien protégée et confortable en son sein) et de manière générale, soumis aux intérêts des partis politiques affiliés, acceptant l'intégration du travail organisé au sein de réseaux hautement régulés de gestion des litiges, qui a criminalisé toute action directe efficace et a restreint le contrôle des travailleurs sur leur propre lutte.



Plutôt que de reconnaître ce tournant de la défiance à la loi vers une impuissance légale en tant que résultat demandant un renouvellement de l'implication envers le long et patient travail de l'agitation sociale sur les lieux de travail, certains "révolutionnaires" choisirent d'accepter le narratif plus facile disant que cette tragédie historique était de fait inévitable. Notre position en tant que "travailleurs", individus forgés par le développement capitaliste en une classe, mais capable de devenir une classe agissante par et pour elle-même, n'était plus, d'après eux, quelque chose d'important à notre émancipation.

Les insurgés affirment que la lutte pour la production a mené à la bureaucratisation et une accommodation au sein de la société de classe. De leur perspective, il n'y a donc aucun intérêt de tenter de collectivement s'identifier à une classe de "travailleurs" opprimés, ou d'organiser des manifestations de lutte de masse sur cette base. En fait, les anarchistes insurrectionnels s'opposent à toute forme d'organisation formelle et sont le plus souvent sceptiques à l'idée même "d'organisation". Ils argumentent que des projets spécifiques ne demandent rien d'autre qu'une "affinité de groupe" informelle : des camarades rapprochés, travaillant ensemble pour parvenir à mettre en place des buts communs et concrets, sans aucune structure ni programme politique.

Mais si nous ne luttons pas en tant que classe organisée au travail, où de tels groupes d'affinité devraient-ils être engagés dans la lutte ? Les insurrectionnistes se sont fait typiquement les avocats d'une politique "de constante attaque". Ils se délectent des images d'émeutes et de combats de rue contre la police, des feux allumés et du pillage, de la destruction

des magasins. **Comme avec la politique des Néo-anarchistes du Mouvement Occupy, le point de lutte est généralement vu comme étant la rue ou l'espace public, façonnés comme une expérience "d'autonomie". Mais là où les Néo-anarchistes trouvent la liberté dans l'autogestion de villes de tentes ou de jardins potagers communs, les insurgés d'aujourd'hui semblent la trouver dans l'acte de rébellion lui-même ; dans la démonstration de leur supposée ingouvernabilité.** Les insurgés et leurs "équipages" de combat volent de la nourriture pour la distribuer à ceux qui ont faim et repoussent les flics quand ceux-ci essaient de les en empêcher et de les arrêter.



Il est bien évident que c'est bien de nourrir quelqu'un qui a faim et nous n'avons aucune objection à enfreindre la loi, mais ceci

est néanmoins une étrange notion de la liberté. Cela assume la permanence insurmontable d'une société fondée sur l'existence des patrons, des gouvernements et des commodités. Ceci propose que nous agissions comme si le capital et l'État ne puissent jamais être renversés au travers de la transformation concrète des relations sociales en production. Les choses ne peuvent pas être changées, elles ne peuvent qu'être détournées ou défiées.

Les plus myopes des supporteurs de l'insurrection voient les émeutes, l'assassinat et la destruction de la propriété comme une sorte de propagande de l'exemple à suivre ou autrefois appelée "propagande par le fait". Ceci vise à déclencher des événements par des minorités courageuses dans l'espoir que tout ceci spirale en insurrection généralisée contre le gouvernement ; nous libérant de la banalité d'une vie passée à travailler et de tout risquer dans un "retour à la normalité".

Avec la rébellion suite à l'affaire de George Floyd (**NdT** : *générant le mouvement Black Live Matters, lui-même se retrouvant politiquement infiltré et neutralisé à terme, il ne représente plus aucun danger pour le Système, il a été neutralisé de l'intérieur*), la politique de l'anarchisme insurrectionnel fut mise à rude épreuve. Les insurgés furent présents à une émeute nationale qui échappa à la légalité et au contrôle de toute organisation. Des commissariats furent attaqués et des magasins pillés. Une coalition multiraciale de la classe travailleuse envahit la rue, coude à coude, pour faire face aux flics. Dans la dite "Zone Autonome de Capitol Hill" ou ZACH (**NdT** : ou CHAZ en anglais), un très vaste voisinage fut débarrassé de toute présence policière et il y fut établi un espace pour projets communs coopératifs (comme un potager communautaire "Noir et Indigène seulement", ainsi qu'une esplanade à micro ouvert constant pour le libre-échange de paroles et d'idées.

La CHAZ / ZACH (qui ne fut jamais en fait capable de se développer au-delà d'une assemblée anti-flic...) a très rapidement stagné, en n'ayant pas d'autre but que celui de maintenir l'occupation de l'espace public. Les groupes d'affinité tentèrent de maintenir la rage, mais furent bien incapables d'encourager et de canaliser la rébellion dans une direction révolutionnaire.

Les choses se terminèrent rapidement dans le chaos et le désastre. Tous les barjots et aventuriers possibles furent attirés dans l'affaire. Des



notions libérales de “privilège politique”, une compréhension très superficielle de la domination fondée sur l’identité, furent promues de manière agressive, minimisant les nouveaux liens créés de solidarité. Finalement, quelques individus armés (s’étant eux-mêmes nommés comme “la patrouille”) tirèrent sur et tuèrent quelques jeunes ados afro-américains qui faisaient les cons en voiture. Dans le brouillard de l’incertitude, de vagues rapports apparurent dans les réseaux sociaux, excitant ceux qui mettent sur le même plan l’usage des armes et le militantisme. Les tueries furent initialement louées dans certains cercles insurrectionnels de l’Internet comme étant un bon exemple “d’auto-défense révolutionnaire” contre des “infiltrés de l’extrême-droite”.

DEUXIÈME PARTIE

À travers les États-Unis, l’insurrection s’est graduellement transformée en manifestations légalement gérées. Le militantisme des premiers moments se volatilisa sans avoir établi quelques formes organisationnelles ou stratégie propices à sa propre reproduction, sans parler de l’escalade. **Le commissariat du 3^{ème} District de Minneapolis fut entièrement brûlé, des fenêtres furent brisées et les produits des magasins pillés, partagés entre les communautés en deuil. Mais la police, les prisons, les entreprises capitalistes et la production de marchandise demeurent. Les capitalistes continuent de plus belle à être une classe possédante et opprimante ayant besoin de l’État pour la protéger** et l’État, lui-même propriétaire de bon nombre de moyens de production (et de services), continue d’avoir besoin du système de propriété afin de pouvoir se reproduire lui-même ainsi que le privilège de la règle politique.



Ces relations sociales ne peuvent pas être écrasées ou explosées dans les rues. Elles ne peuvent pas être abolies en simplement attaquant les individus qui nous gouvernent et nous contrôlent. Elles ne peuvent être transformées qu’à leur racine, au sein de la sphère de production par l’expropriation de la propriété et la destruction de force de l’État.

La révolte de 2020 sans nul doute marque un moment significatif.

L'expérience a transformé le mode de pensée de beaucoup de ceux qui y ont participé, voire même n'en furent que des témoins. L'expression de solidarité sans parallèle avec les Palestiniens toujours sous l'assaut d'Israël juste un an plus tard fut due en grande partie au glissement de la conscience populaire autour du sujet de la domination raciale. L'opposition militante à la police a aussi aggravé la crise du recrutement en cours dans les Forces de l'Ordre établi. Ceci a intensifié le cycle dans lequel l'Institution expose sans fard son caractère autoritaire, alors que ce sont de manière disproportionnée les plus fascistes qui continuent à être attirés par cette profession.

Mais comme l'écrivain Shemon Salam le demanda à la suite de la rébellion : *“En quoi les émeutes sont-elles le chemin de la révolution si elles ne peuvent pas se généraliser au niveau de la production, à moins que cette dernière ne soit plus utile ?”* *“Bonne chance à tous d'obtenir de la bouffe une fois que l'épicerie du coin est pillée...”*

De la même manière, la pertinente analyse de Tristan Leoni du mouvement des Gilets Jaunes en France nous mène à la même conclusion :

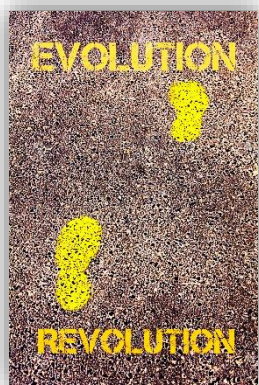
*“Les Gilets Jaunes ont ciblé la circulation plutôt que la production. Pourtant, bloquer veut aussi dire bloquer les gens pour aller au travail ou le travail des autres. Ce n'est que parce que des gens produisent des choses et que d'autres les transportent qu'un blocage routier a un quelconque “impact” : en d'autres termes, le blocage est le résultat d'une minorité, parce que la majorité n'entre pas en grève. Par définition, la sphère de la circulation n'est pas centrale, elle est en amont et en aval de la production. [...] En mai 1968 (**NdT** : commencé en fait en 1967), quand 10 millions de travailleurs entrèrent en grève, puis en grève sauvage. Il n'y avait plus rien à bloquer ! **Donc, pour faire une révolution, bloquer ou arrêter la production n'est pas suffisant [...] il est nécessaire de changer le sens de la production, du haut vers le bas ainsi que de changer les relations sociales inhérentes. Ceci est difficile à faire si vous ne vous rebellez que lors de vos temps de loisir...**”*



Avec l'augmentation des activités de grève dans le monde, avec les Syndicats, sans eux et même contre la volonté des bureaucrates

syndicalistes, il est intéressant de noter que les avocats de l'insurrection sont devenus bien silencieux au sujet de "l'inutilité et de l'obsolescence" d'une organisation de classe. On en entend même de moins en moins sur la supposée suffisance des groupes d'affinité !

Qui peut possiblement argumenter maintenant que la rébellion George Floyd aurait été "bureaucratisée" avec la participation d'anarchistes appartenant à des organisations anarchistes, encourageant les activités en accord avec une analyse anarchiste partagée et un programme ? **Qui pourrait ne pas être d'accord avec un mouvement étant passé des batailles de rues à un système de routes et de parcs "autonomes", à l'occupation et à la redéfinition de chaînes essentielles de production sous contrôle des travailleurs ? Peut-on vraiment douter que les travailleurs organisés, fédérés en solidarité et capables de mener à bien leurs connaissances techniques partagées dans leurs industries respectives contre la production capitaliste elle-même, seraient vraiment mieux préparés pour ce genre de soulèvement ?**



Sans révolution, un tel développement des choses aurait terrifié les classes dirigeantes bien plus que d'avoir fait cramer quelques bagnoles de flics...

Acceptant ceci, les anarchistes insurrectionnels auraient bénéficié de revisiter quelques-unes des idées exprimées par un de leurs penseurs les plus sérieux : le révolutionnaire italien Alfredo Bonanno.

Son travail le plus célèbre "*Joie armée*" (1977), est en bien des points représentatif des écrits anarchistes insurrectionnels. Certainement, cela reflète les défauts que cela implique, le plus criant étant la tendance d'écrire dans un style pédant et prétentieux. L'essai est néanmoins notoire en cela que, quand il ne réduit pas simplement notre politique de lutte de classe, à soit une parodie de syndicalisme conservateur ou une énumération opportuniste des mouvements sociaux, il concède beaucoup à l'analyse anarchiste de masse.

"*Joie armée*" balaie les "réunions", le "modèle rigide de l'attaque frontale contre les forces capitalistes" et les efforts de "se saisir des moyens de production" au travers d'un système "d'autogestion". Bonanno clarifie qu'il est bien plus impressionné par ceux qui simplement "font l'amour, fument [des joints], écoutent de la musique, vont marcher, dorment, rient, tuent des flics, des journalistes pathétiques, tuent des juges et font péter des baraquements" etc. Et pourtant, Bonanno reconnaît le besoin d'auto-organisation des producteurs sur les lieux de travail" afin de mettre en place le communisme : "*L'affirmation que l'humain puisse se*

reproduire et s'objectiver dans une non-relation de travail par des sollicitations variées que cela stimule en lui." Pour Bonanno, le communisme est un mode de production dans lequel :

"La production ne sera plus la dimension par laquelle l'Homme se détermine lui-même et cela se manifestera dans la sphère du jeu et de la joie... il sera possible de stopper la production à tout moment lorsqu'il y aura assez."

Les plus contrariants des insurrectionnistes peuvent bien prétendre autre chose, mais si les mots de Bonanno doivent avoir une cohérence, ceci revient à "une attaque frontale sur les forces capitalistes", "prise des moyens de production" et à "l'autogestion" communiste, telles qu'articulées dans le mouvement de masse anarchiste classique.

Les parallèles avec la pensée anarchiste de masse (particulièrement dans le domaine de la double organisation de type "plateformiste") sont encore plus clairs dans d'autres travaux de Bonanno, comme ceux qui décrivent une stratégie fondée sur le "nucleus de production". Par exemple dans l'essai "Critique des méthodes syndicalistes" dans lequel il argumente en faveur de :

"La lutte directe organisée par la base ; petits groupes de travailleurs qui attaquent les centres de production. Ceci serait un exercice de cohésion pour de futurs développements dans la lutte qui pourraient se produire après avoir obtenu une formation détaillée et la décision de passer à la phase finale de l'expropriation du capital, c'est à dire la révolution."

Il continue en assumant que :

*"La situation économique pourrait être organisée sans aucune structure oppressive la contrôlant ou la dirigeant ou décidant ses buts à atteindre. C'est ce que les travailleurs comprennent très bien. Le travailleur, l'ouvrier, sait parfaitement comment l'usine, son lieu de travail est structuré et que, cette barrière franchie, il pourrait parfaitement être capable de travailler l'économie pour l'intérêt commun. Le travailleur sait parfaitement que l'effondrement de cet obstacle voudrait dire la transformation des relations à la fois dans et hors de l'usine, l'école, la terre, et toute la société. **Pour le travailleur, le concept de gestion prolétarienne est avant tout celui de la gestion de la production [...]** C'est donc le contrôle sur le produit qui manque de sa perspective, et avec cela, les décisions sur les lignes de production, les choix à effectuer etc. [...]"*



Ce qui est requis est de lui expliquer la façon dont ce mécanisme pourrait être amené à une économie communiste, comment il pourrait avoir autant de produits que l'exigent ses véritables besoins et comment il pourrait participer à une production utile et efficace en accord avec son propre potentiel.”

Qui devrait expliquer cela selon Bonanno ? Pas des “délégués privilégiés” ou des “salariés bureaucrates”, mais plutôt des “animateurs politiques” : des activistes qui doivent travailler dans le sens des besoins des travailleurs. “En d’autres termes, la minorité des militants anarchistes devrait encourager le développement et l’activité des “Fédérations des Organisations de base”, en accord avec les principes qui nous conviennent, à la poursuite à la fois de l’amélioration (au travail et en dehors du travail) tout autant que de la révolution sociale.



Notre rôle en tant qu’“animateurs politiques” ou “activistes” devient-il inévitablement bureaucratique si nos organisations sont impliquées dans des tâches plus qu’immédiates, singulières et sont guidées par des programmes révolutionnaires à la disposition de tous ?

Bonanno note les risques pour les organisations qui donnent la priorité à leur propre reproduction comme des organisations se plaçant au-dessus de leur fonction supposée. Pour des organisations de masse comme les Fédérations d’Associations de Travailleurs, localisées au point même de la lutte, le problème devient celui de sacrifier potentiellement la lutte en faveur de l’auto-préservation.

Mais ceci n’est pas une vision unique de l’anarchisme insurrectionnel ! Et Bonanno le sait très bien. En fait, il cite et acquiesce à ces mots de **l’anarchiste hollandais Ferdinand Donnera Nieuwenhuis** :

*“Je suis anarchiste avant toute chose, puis un syndicaliste, mais je pense que beaucoup d’entre nous sont des syndicalistes avant tout et des anarchistes ensuite. Il y a une grande différence... **Le culte du syndicalisme est aussi toxique et dangereux que celui de l’État...** Comme les aficionados anarchistes de la double organisation l’ont disputé depuis longtemps, ce dont on a besoin est de la capacité continue pour les anarchistes à maintenir une position anarchiste constante ; d’être capables d’agir de manière indépendante de toute organisation de masse tout en*

maintenant des opportunités d'intervenir dans les luttes de nos compagnons ouvriers et travailleurs."

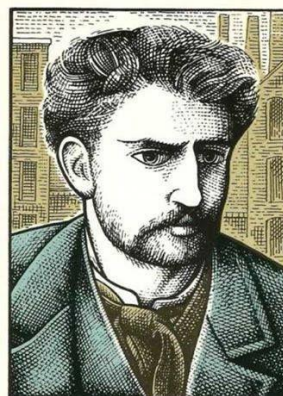
Bonanno cite l'expérience de la CNT dans la révolution sociale espagnole démontrant le danger institutionnel et psychologique posé par *"la fusion d'un mouvement anarchiste spécifique avec des organisations de masse non spécifiques de lutte et d'action directes."* La déférence montrée par tant de travailleurs envers les politiques collaboratrices de la CNT, incluant la permission à des leaders anarcho-syndicalistes de prendre des positions au sein du gouvernement, indique le besoin d'une indépendance organisationnelle des anarchistes. Cette approche stratégique nous prépare mieux pour les circonstances dans lesquelles nous devons faire sécession des positions douteuses des organisations de masse, à la fois mentalement et dans la pratique, ce qui nous permettra d'encourager une ligne révolutionnaire claire au sein du mouvement ; redirigeant notre énergie là où l'auto-organisation de la lutte nous mène.

Mais Bonanno renforce cet argument avec des citations de... Malatesta !

Qui a argumenté que le syndicalisme anarchiste était soit limité aux anarchistes et donc "faible et impuissant, juste un groupe de propagande" ou construit sur une base de classe, rendant "le programme initial [...] rien d'autre qu'une formule vide."

C'est une fois de plus Bonanno se faisant l'écho de la double organisation. Le reste de son argumentation vaut par son insistance que les organisations anarchistes ne peuvent rien faire d'autre que de se bureaucratiser et de devenir une force contre-révolutionnaire si elles adoptent une continuité dans le membership et un programme anarchiste. Il affirme aussi sans preuve que c'est la forme de "nucleus de production" qui est uniquement immune aux tendances inhérentes aux Syndicats, qu'ils soient réformistes, syndicalistes, révolutionnaires ou anarchistes.

Aussi peu convaincant que ce soit, il convient de noter à quel point nous sommes loin du "fumer des pétards, baiser et tuer des flics", ou des slogans préférés des admirateurs contemporains de Bonanno, appelant



ERRICO MALATESTA

L'essentiel, c'est de constituer une société dans laquelle l'exploitation et la domination de l'homme par l'homme soient impossibles, où tous aient la libre disposition des moyens d'existence, de développement et de travail, où tous puissent concourir à l'organisation de la vie sociale comme ils l'entendent et comme ils le peuvent.

à la “destruction de l’économie”, “de la production”, et à l’abandon des vieux rêves comme “l’autogestion révolutionnaire”.

Si les anarchistes insurrectionnels, fatigués des émeutes sans fin et désorientés par le retour de l’organisation de terrain, peuvent parvenir aussi loin que le meilleur travail de Bonanno, peut-être alors pourront-ils aussi se permettre de concéder que la tradition anarchiste de masse est quelque chose qui vaut la peine d’être ranimé.

Laissons en place les groupes d’affinité ; pensons ensemble le monde et comment le changer ; écrivez vos idées et partagez les avec vos camarades, parlez, discutez avec vos collègues de travail sur le comment agir contre les patrons, diffusez les informations de lutte partout ; reconnaissez où réside notre pouvoir au sein de la société capitaliste et utilisez ce pouvoir.

Construisons la capacité organisationnelle de lutte au sein de nos industries respectives. Dans le processus de cette lutte, nous pouvons de la même manière construire la capacité de “saisir le contrôle des moyens de production” (excusez cette phrase poussiéreuse...). Ceci demande que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour encourager le renouvellement d’un mouvement militant des travailleurs, avec une coordination au travers de l’économie et des liens avec des mouvements sociaux radicaux au-delà des lieux de travail.

Pour ceux vraiment intéressés à l’anarchie et au communisme, ceci demeure une tâche centrale.

Les anarchistes et le parlementarisme : élections et changement social



Il y a ceux qui maintenant se considèrent anarchistes et qui nous disent “Oui, l’anarchie est notre but, mais nous sommes très loin de sa réalisation et nous devons penser à désespérément gagner des réformes tant attendues. Ceci veut dire faire campagne pour des politiciens, même faire campagne pour nous faire élire de façon à ce que des lois puissent être passées dans l’intérêt de la classe travailleuse.”

Il y a plusieurs problèmes avec de tels propos. D’abord, il est important de clarifier que l’anarchisme non seulement comprend une croyance dans l’idéal de l’anarchie, d’une

société sans domination, sans État, sans argent et sans capitalisme etc... Mais aussi une méthode, une théorie de changement social, basée sur une analyse spécifique des relations sociales, des processus et des Institutions existants.

Tout communiste, même le plus enthousiaste champion du pouvoir étatique (tenu entre les mains des “communistes”, bien entendu...) peut affirmer que l’abolition du capitalisme et de l’État sont ses buts ultimes et indéfectibles. Ils peuvent même réellement croire que leurs tactiques autoritaires sont les seules capables d’y parvenir. Marx lui-même concéda que l’idéal de l’anarchie était consistant avec sa vision du communisme, bien qu’il se fit l’avocat d’une politique électorale et d’une forme “d’État révolutionnaire transitoire” comme moyen d’y parvenir. Il est important de réitérer le fait que ce qui distingue vraiment l’anarchisme n’est pas seulement le but, mais aussi notre insistance sur une unité nécessaire entre les moyens et les fins ; sur le besoin d’agir en dehors et contre l’État, plutôt qu’à travers lui.

Une erreur identique est l’idée qu’une telle vue n’est importante que quand une révolution semble imminente et que, en attendant, nous devrions nous impliquer politiquement dans les campagnes de politique électorale pour changer les parlements et donc les législations comme un moyen n’étant que “la seule façon d’accomplir des réformes”.



Les anarchistes rejettent cette forme de compréhension sur le comment le changement social, même réformiste, se produit. Les changements, dans les gouvernements et les politiques, sont motivés par les besoins d’ajustement de l’État et du capital, dans des paramètres établis par l’équilibre existant des forces de classes. Les réformes ne sont pas le produit de bonnes ou de mauvaises idées, de politiciens ou de législations changeantes, mais sont plutôt le résultat de l’État servant les meilleurs intérêts du capitalisme en tant que système. Lorsque il y a une pression soutenue d’en bas, dirigée contre les patrons et les gouvernements, la classe dirigeante doit s’adapter à la menace posée au profit et à la stabilité du système. Lorsque la force brute n’est pas suffisante pour éliminer le danger de l’activité de la classe du travail organisée, la menace est pacifiée par des concessions et la récupération de la grogne au profit du système. [NdJBL : notamment via les réformes !]

Les victoires électorales et parlementaires (incluant les referendums et les assemblées constituantes) sont souvent étiquetées comme faussées, mais nécessaires, des culminations de l'énergie du mouvement social en un "véritable pouvoir". En fait, ceci devrait être vu et compris comme étant l'effort de canaliser l'activité extra-parlementaire, le seul pouvoir que nous ayons, en des formes gérables, légales et contrôlables à terme sans aucun danger pour le Système.

Quiconque examine avec sérieux les archives historiques trouvera que cela a toujours été la lutte et l'action directes et jamais la politique légale, qui ont permis de faire changer les choses. Ainsi, les anarchistes affirment que les réformes et la révolution sont le résultat de la même sorte d'activité. Cela ne peut pas être séparé...

Grèves, sabotage, blocages, désobéissance civile, émeutes, insurrection : ce ne sont pas seulement les outils de la révolution, mais les seules armes que nous ayons à notre disposition pour changer les choses radicalement. Ce sont aussi une passerelle entre deux objectifs : réforme et révolution, en ce que cela bâtit notre capacité à mettre la pression sur les patrons et les gouvernements tout en développant nos forces, nos idées et notre confiance en nous-mêmes pour nous départir de toutes les formes d'oppression et d'exploitation, que nous avons l'intention intangible de remplacer par la société libre communiste.

**VOTRE OBÉISSANCE
PROLONGE CE
CAUCHEMAR**

Les campagnes électorales, la routine du boulot quotidien de la bureaucratie parlementaire et l'exercice du pouvoir d'État, ne font que distraire et détourner l'attention des travailleurs, nous détourner de l'auto-organisation, de l'autonomie et de la lutte de classe. Cela nous mélange de manière toxique dans des modèles d'organisation autoritaires et donne pour tâche à ceux qui gèrent d'obtenir des positions dans le système politique, dans le gouvernement en maintenant les intérêts d'une classe propriétaire exploiteuse, dont les intérêts (vu leur contrôle absolu de la vie économique de la société) doivent être servis par l'État de manière inévitable et que tout gouvernement se doit de produire inmanquablement s'il veut continuer d'être gouvernement ayant le pouvoir de gouverner la société en tant qu'élite privilégiée.

Les anarchistes pensent ces tactiques nécessaires au vu de l'attitude de ceux qui ont pris part, quelques soient les croyances personnelles ou

leurs intentions. Ceci n'est pas une question de corruption ou de trahison, mais plutôt d'impératifs systémiques et de logique institutionnelle qui ne peuvent pas être dépassés, résolus par même les plus radicaux des politiciens. (**NdT** : pour la France, pensez à des gugusses du style Mélenchon ou Cohn Bendit... Tous deux de bons petits roquets du système trompant leur monde depuis des lustres...)

Ce qui nous ramène à ce principe qui est au cœur même de l'anarchisme : l'unité nécessaire entre les moyens et les fins.

Comme je l'ai déjà dit, ceci demande que nous refusions toute participation à la politique électorale ou à la formation de tout autre "nouvel" État, quel que soit ses prétentions "révolutionnaires". Mais cela veut aussi dire que nous devons nous organiser, prendre des décisions (**NdT** : c'est à dire d'exercer le pouvoir qui est inhérent à la société humaine, il n'y a pas et ne saurait y avoir de "société sans pouvoir", il n'y a que le pouvoir non-coercitif et le pouvoir coercitif, comment repasse-t-on de ce dernier au premier ? Cf. P. Clastres et notre résolution de son aporie d'anthropologie politique...) et agir de telle façon que cela reflète à la fois l'idéal pour lequel nous œuvrons pour établir et directement altérer l'équilibre des forces de classe, ce sans déférence que ce soit envers des leaders ou des institutions de quelque sorte que ce soit. Nos organisations doivent être construites de manière libre depuis la base et notre stratégie d'orientation doit aller vers l'action directe contre les patrons et les gouvernements.

En commentaire final, cela vaut la peine de noter que cette analyse institutionnelle de l'État s'étend également au niveau local ou municipal et que l'anarchisme ne peut pas se réconcilier avec de telles expériences de "démocratie de Mairie" ou "directe". La rupture de Murray Bookchin avec l'anarchisme à la fin des années 90 semble avoir été "oubliée" par les anarchistes qui recherchent maintenant une inspiration du côté de sa théorie sur le municipalisme (libertaire). Ses suiveurs se font à tort, l'écho de la croyance municipaliste qui veut que les impératifs structurels de l'État capitaliste disparaissent plus un corps gouvernemental se rapproche de sa population. Malheureusement, pour les municipalistes, les formes organisationnelles de la politique parlementaire, les manières dont elles nous transforment et nous changent en tant que peuple et leur fonction au sein de la société capitaliste, demeurent toutes identiques au niveau du Conseil Municipal. **Un socialisme d'État de localité est toujours un socialisme d'État.**



APRÈS - PROPOS



*Comprendre et transformer sa réalité,
le texte de Paulo Freire, « La pédagogie
des opprimés »*

+

*4 textes modernes complémentaires
pour mieux comprendre et agir :*

Guerre de Classe Contre-les-guerres-de-
l'avoir-la-guerre-de-l'être

Francis Cousin Bref Manifeste pour
un Futur Proche

Manifeste pour la Société des Sociétés

Pierre Clastres Anthropologie Politique
et Resolution Aporie

